

CTRF

REVUE DE PRESSE : N 07

Cellule de Traitement du Renseignement Financier

MF
01/07/2015

LIBERTE

01/07/2015

ENTRÉE EN VIGUEUR AUJOURD'HUI DE LA MESURE PORTANT OBLIGATION DE L'UTILISATION DU CHÈQUE

Le gouvernement ne reculera pas ? À deux reprises, en 2006 et 2010, le gouvernement a échoué à faire appliquer cette mesure, face aux pressions des barons de l'informel.

À partir d'aujourd'hui, toutes les transactions qui dépassent cinq millions de dinars pour l'immobilier et un million de dinars pour les véhicules et d'autres biens doivent être payées par chèque et tout autre moyen de paiement scriptural prévu par la loi. Le gouvernement a déjà échoué à deux reprises à imposer l'utilisation du chèque comme mode de paiement des transactions dépassant un certain montant. La première tentative remonte à 2006. Le décret exécutif n°05-442 du 14 novembre 2005 "*fixant le seuil applicable aux paiements devant être effectués par les moyens de paiement à travers les circuits bancaires et financiers*", devait entrer en application en septembre 2006.

Le seuil fixé, à l'époque, à 50 000 dinars était particulièrement bas. À la veille de l'entrée en vigueur officielle de la mesure, le gouvernement fait marche arrière. Les dispositions du décret exécutif n°05-442 du 14 novembre 2005 fixant le seuil applicable aux paiements devant être effectués par les moyens de paiement à travers les circuits bancaire et financier sont abrogées, par un autre décret publié au *Journal officiel* n°53 du 30 août 2006. Le 14 juillet 2010, un autre décret est publié au *Journal officiel* n°43, fixant le seuil applicable aux opérations de paiement devant être effectuées par les moyens de paiement à travers les circuits bancaires et financiers.

Au lieu de 50 000 dinars, le seuil passe à 500 000 dinars et l'entrée en vigueur du recours obligatoire est fixée au 31 mars 2011. Mais les émeutes qui ont éclaté en janvier 2011 ont fait reculer, une nouvelle fois, le gouvernement.

Lors d'un Conseil des ministres, le président de la République avait chargé le gouvernement "*d'approfondir la concertation, l'explication et la communication sur les avantages pour l'économie qui découlèrent du recours au paiement par chèque pour les montants égaux ou supérieurs à 500 000 DA, et la généralisation de la facturation à toutes les transactions commerciales*". Le communiqué du Conseil des ministres avait annoncé que "*l'application des dispositifs afférents à ces deux mesures sera donc différée jusqu'à la réunion des conditions requises*".

Le gouvernement avait justifié la non-application de la mesure par l'environnement qui n'a pas été suffisamment préparé à cette opération, notamment en matière d'organisation

des réseaux commerciaux. “*Les conditions requises*” sont-elles aujourd’hui réunies pour l’application du décret exécutif n°15-153 du 16 juin 2015 fixant le seuil applicable aux paiements devant être effectués par les moyens de paiement scripturaux à travers les circuits bancaires et financiers ? Au vu de l’état des lieux aujourd’hui, les choses n’ont pas tellement évolué. L’informel a pris de l’ampleur. Même les entreprises refusent le chèque et exigent le paiement cash. Selon la Banque d’Algérie, comparativement aux données déclarées à fin 2012, les incidents de paiement enregistrés à la centrale des impayés à fin 2013 sont en augmentation de plus de 10,53% en nombre et de 13,16% en valeur, représentant respectivement 44 207 chèques correspondant à 50,5 milliards de dinars en 2012 et 48 862 chèques d’une valeur de plus de 57 milliards de dinars en 2013. Pour les particuliers, aussi, l’obtention d’un carnet de chèques est devenue un casse-tête chinois. Des clients des banques attendent parfois plus de trois mois pour se voir délivrer un carnet de chèques. Le gouverneur de la Banque d’Algérie a souligné récemment que les indicateurs globaux montrent que le niveau de l’intermédiation bancaire s’améliore progressivement sous l’angle du développement du réseau, du nombre des comptes, du niveau des dépôts collectés et des crédits distribués, bien qu’il reste en deçà des niveaux atteints par certains pays méditerranéens voisins. Cependant, le potentiel en matière d’inclusion financière demeure important.

MEZIANE RABHI

2015/07/01

فضيحة أخرى بينك الجزائر الخارجي تصيح بمسؤوليها أمام العدالة قباض العملة الصعبة يزور توقيعات زبائن البنك لاختلاس 4 ملايين سنتيم من أرصدهم □ استولى على أنواع العملات من الأورو والدولار والجنيه الاسترليني

المعاملين التجاريين لسحب مبالغ مالية معتبرة من أرصدهم بالأورو والدولار والجنيه الاسترليني، في ظل غياب رقابة المسؤولين، الأمر الذي جعل العدالة تتابعهم بتهمة الإهمال المؤدي إلى ضياع المال العام، وموازاة مع هذه المعطيات فقد اختفى القباض عن الأنظار بعد اكتشافه مباشرة التحقيقات الداخلية على مستوى بنك الجزائر الخارجي، عقب الإرساليات السنوية التي فضحت مخططاته لسلب المال العام ليطم سماع 4 شهود في القضية من موظفين بالبنك حول وقائع القضية، إلا أن القضية تبقى غامضة إلى غاية العثور على القباض ومثوله أمام قاضي الجنع بمحكمة سيدي امحمد، للإدلاء بأقواله، فيما يخص مختلف التهم المنسوبة إليه لينتظر مناقشة الملف قريبا لفك باقي خيوط الجريمة.

سهيلة ز

الجزائر الخارجي بعد الإرساليات المتعدد القيام بها سنويا، والمتعلقة بكشف الحساب السنوي لكل زبون لديه رصيد بالبنك، وحسب ما تناوله التحقيق، أن تحريك الشكوى وفتح تحقيق في القضية جاء بعد تقدم أحد الضحايا من الزبائن إلى إدارة البنك للاستفسار عن سبب النقص الذي اكتشفه في رصيد حسابه بالعملة الصعبة، وعلى هذا الأساس باشرت المفتشية المتواجدة على مستوى البنك تحقيقاتها الداخلية ليتم تحديد قيمة الثغرة المالية حسب الخبرة العلمية وفقا للعمليات الحسابية المنجزة من طرف القباض وباقي المشتبهين فيهم بحوالي 4 ملايين سنتيم بعد تحويل العملات الصعبة المختلصة إلى الدينار الجزائري، وتجدر الإشارة إلى أن المتهم الرئيسي المتواجد في حالة فرار وهو القباض «ر.ب» اتهم باختلاس الأموال على مراحل منذ عام 2013، بعد إقدامه على تقليد توقيعات

كشفت مصادر موثوقة له النهار، أن قاضي تحقيق محكمة سيدي امحمد، أنهى مؤخرا التحقيق في فضيحة فساد أخرى تضاف إلى رصيد بنك الجزائر الخارجي وكالة زيغود يوسف، الذي راح ضحية اختلاس 4 ملايين سنتيم من المال العام عن طريق تقليد وتزوير توقيعات متعامليه التجاريين لمختلف أنواع العملات الصعبة من الأورو والدولار والجنيه الاسترليني، وذلك من أرصدهم الحسابية منذ عام 2013، ليشتبه في الجريمة تورط قباض العملة الصعبة المتواجد في حالة فرار، إضافة إلى حوالي 4 إشارات على رأسهم رئيس مصلحة بالبنك، واستناد إلى المعلومات المتحصل عليها، فإن إحالة المتهمين على قسم الجنع جاء بعد تكييفها بتهمة اختلاس أموال عمومية والتزوير واستعمال المزور في محررات مصرفية والإهمال المؤدي إلى ضياع المال العام، إثر الثغرة المالية التي اكتشفها بنك

LIBERTE

02/07/2015

PAIEMENT PAR CHÈQUE

Les spécialistes restent sceptiques

Certains économistes restent sceptiques concernant l'application sur le terrain du décret fixant le seuil applicable aux paiements devant être effectués par les moyens de paiement scripturaux à travers les circuits bancaires et financiers.

Le décret exécutif, publié au *Journal officiel*, rend obligatoire, à partir du 1er juillet 2015, le paiement par les moyens de paiement scripturaux, à travers les circuits bancaires et financiers, toutes les transactions dépassant le seuil de 5 millions de dinars pour les transactions immobilières et d'un million de dinars pour l'achat de véhicules neufs, d'équipements industriels, de yachts ou bateaux de plaisance, de biens de valeur auprès des marchands de pierres et métaux précieux, d'objets d'antiquité et d'oeuvres d'art ainsi que de meubles et effets mobiliers corporels aux enchères publiques.

Le professeur Abdelhak Lamiri, consultant en économie et management estime que les banques algériennes *"ne sont pas prêtes"*. Selon M. Lamiri, la mesure vise trois objectifs. Il s'agit d'absorber la masse monétaire circulant en dehors du circuit bancaire. L'Algérie fait également face à ses engagements internationaux. Le professeur Lamiri évoque dans ce cadre les conventions internationales de lutte contre le terrorisme, le trafic de drogue... Cette mesure entre, également, dans ce cadre.

Le troisième objectif concerne la transparence dans les transactions financières, qui est un principe de bonne gouvernance. *"On ne peut pas atteindre ces objectifs avec cette seule mesure prise d'une manière isolée"*, soutient Abdelhak Lamiri qui avance deux raisons. La première, les opérateurs économiques ont le droit de fractionner les paiements et ils vont l'utiliser. Ils peuvent dans un contrat prévoir le fractionnement du paiement d'une transaction pour ne pas utiliser le chèque et les autres moyens de paiement scripturaux. La deuxième raison, indique M. Lamiri, c'est que *"les banques ne sont pas préparées à gérer les énormes sommes qui vont entrer et sortir"*.

Pour preuve, le professeur Lamiri cite les retards dans la délivrance des carnets de chèques. *"Si vous demandez un carnet de chèques, il ne vous sera pas remis tout de suite. Si on multiplie les demandes de carnets de chèques par 10, cela va prendre des mois pour obtenir un carnet de chèques"*, a-t-il estimé, prévoyant des goulots d'étranglement pour les opérations. Il évoque également le retard accusé par l'Algérie, en matière de monétique. *"On est le pays le plus faible dans le Maghreb"*, a-t-il constaté.

Le directeur de la régulation de la monétique au ministère des Finances, Moaâtassim Boudiaf, avait indiqué, en mai dernier, que l'Algérie comptait 2 876 terminaux de paiement électronique. Seuls 120 ont généré des transactions en 2014. *"Le paiement cash se poursuivra. Il y aura certes une légère diminution d'utilisation du cash. Dans l'immobilier cela va accroître les sous-déclarations. Une petite partie de la masse monétaire informelle*

sera intégrée vers le formel. Mais cela ne sera pas suffisant”, a estimé le professeur Lamiri, plaidant pour la modernisation des systèmes bancaires et monétaires. La solution réside également dans l’intégration du secteur informel dans le secteur économique formel, en réduisant les taxes, en allégeant les procédures administratives et accordant des incitations.

MEZIANE RABHI

2015/07/02

مديرية الجمارك تتوعد المهربين بخطة جديدة سيتم اعتمادها قريبا

«مافيا» تهرب 4 آلاف مليار في ستة أشهر

■ مستورد من زوالدة يحول 7 ملايين إلى الصين مقابل 450 تلفزيون Noir et Blanc
■ 5 ملايين تهرب إلى دبي لاستيراد «كركاسات» أجهزة إعلام آلي

صاحبها بأحد المستودعات الجمركية بالعاصمة، تم اكتشافها بعد انقضاء الأجل القانونية للإيداع بحضور محضر قضائي، أما آخر عمليات التهريب فقد أثبتت تحويل 320 ألف دولار إلى الصين أي قرابة الثلاثة ملايين وخمسين مليون سنتيم مقابل إدخال ملابس بالية «شيفون» كانت موزعة على حاويتين تخلى عنهما المستورد الذي يجري البحث عنه في الوقت الحالي. هذا، وقد أفادت مراجع المصالح بوجود مشروع يتم التحضير له مابين عدة هيئات على غرار المديرية العامة للجمارك والبنك المركزي ووزارة التجارة لضرب مهربي العملة يتمثل في تبادل المعلومات والكشف عن قيمة الأموال المستعملة في الاستيراد والاستمارة بالقائمة السوداء للمستوردين، وأكدت على أن ظاهرة التهريب يصعب محاربتها في حال ما إذا تم تأخير عملية التوطين البنكي بعد دخول السلعة وليس قبلها.

حبيبة محمودي

إلى عبارة عن هياكل فقط «كركاسة» وكذا أجهزة تلفزيون يعود تاريخ صنعها إلى العصر الحجري باللونين الأبيض والأسود. ويكثر تفصيل عن القضايا محل الطرح، أفادت مراجع «النهار» بأن آخر محاولات تهريب العملة المسجلة مؤخرا من طرف أعوان الجمارك خاصة عبر ميناء العاصمة كشفت عن تهريب 710 ألف دولار إلى الصين من طرف صاحب شركة ذات مسؤولية محدودة مقرها غربي العاصمة وبالتحديد في زوالدة، حيث صرح صاحبها بأن العتاد الذي سيستورد عبارة عن تلفزيونات رقمية LED، غير أن ما تم استيراده كان عبارة عن أجهزة تلفزيون يعود تاريخ صنعها إلى العصر الحجري باللونين الأبيض والأسود وعددها 465 جهاز، حيث تم تحويل القضية على العدالة للفصل فيها. إلى ذلك، تم تهريب 450 ألف دولار أي ما يعادل خمسة ملايين سنتيم إلى دبي الإماراتية مقابل استيراد هياكل وحدات مركزية خاصة بأجهزة الإعلام الآلي تخلى عنها

ما تزال مافيا الاستيراد تنخر الإقتصاد الوطني وتعصف به، في وقت أعلنت الحكومة صراحة حالة التقشف بسبب انهيار أسعار البترول، حيث تشير آخر الأرقام الصادرة عن المديرية العامة للجمارك إلى وجود تحدي كبير من طرف هؤلاء للحكومة رغم الإجراءات المتخذة وتمكنهم من تهريب أربعة آلاف مليار خلال السداسي الأول من السنة الجارية. أثبتت التحقيقات المفتوحة من طرف المديرية العامة للجمارك، حول تهريب العملة الصعبة إلى الخارج مقابل استيراد أجهزة وعتاد يكون دائما مصيره «القمامة»، أن إجمالي الأموال المهربة منذ الفاتح جانفي وإلى غاية نهاية شهر جوان المنقضي من السنة الجارية، قد بلغت أربعين مليار دينار أي ما يعادل الأربعة آلاف مليار سنتيم، حيث أشارت مصادر رسمية من داخل المديرية إلى أن الحاويات المتخلى عنها من طرف مافيا الاستيراد تحوي في غالب الأحيان ملابس «شيفون»، قطع غيار مستعملة، مفاتيح «إي أس بي» وأجهزة إعلام

عملية التحويل غير القانونية اكتشفتها مديرة الوكالة التي حول عن طريقها الاموال وبلغت عنها

رجل أعمال يهرب 95 مليار عبر بنك AGB

□ المبلغ المودع بالعملية الصعبة حوله إلى ما يفوق 7 ملايين أورو ودولار أمريكي لنهريها إلى الخارج

الإيداع بغرض تسليمها إلى «أ.ع.»، مضيفا أنه وقع ضحية تزوير أشخاص آخرين. أما فيما يخص المتهم «ج.م.»، فقد أشار إلى أنه تاجر صاحب شركة مختصة في استيراد الإعلام الألي والأثاث صديق المدعو «غ.أ.» منذ 4 سنوات، حيث طلب منه هذا الأخير الذي كان مسير مقاوله ثم انتقل إلى الإمارات وأسس شركة مختصة في الشحن ولديه مصنع للأحذية. إذ طلب منه إرسال له وثيقة 3 د عن طريق البريد الإلكتروني الخاص به حتى يتمكن من معرفة هوية وكلاء العبور والمصرحين الجمركيين الذين يتعامل معهم المدعو «د.ع.». أما المتهم «ه.ف.» فقد اعتبر علاقته بالقضية كونه كان سائق سيارة غير شرعي وسبق وأن نقل المدعو «د.ع.» من مدينة تبسة إلى قسنطينة ومنها إلى الجزائر وبالضبط إلى بنك الخليج وكالة البنابيع حوالي 5 إلى 6 مرات، موضحا أنه في أحد المرات كان ينتظره شخص خارج الوكالة، أين سلم له أموالا وتولى «د.ع.» إيداعها في الوكالة البنكية ليصرح المتهم «ب.ي.» بأنه وقع ضحية السائق بعد اقتراح منه استخراج سجل تجاري خاص بتجارة الأثاث بتبسة مقابل 10 مليون سنتيم، مؤكدا أنه كلما وقع على وثيقة يتسلم مبلغ 2 مليون سنتيم، نافيا علمه بنشاط هذه الشركة والعمليات التجارية التي قامت بها. وأمام هذه المعطيات التي ارتكزت على عمليات استيراد وهمية أو استيراد بضائع قديمة بغية تحويل وتهريب الأموال إلى الخارج لإدراجها في استثمارات أو ممتلكات، فقد تم إحالة المتهمين على المحكمة بقاعة القطب الجزائي المتخصص بمحكمة سيدي امحمد.

امحمد أصابع الاتهام إلى 6 أشخاص بعد فتح تحقيق ضدهم بتاريخ 9 أكتوبر 2014 بتهم عديدة التزوير واستعمال المزور في محررات إدارية وتبويض الأموال على سبيل الاعتياد، وفي إطار جماعة إجرامية مخالفة للتشريع والتنظيم الخاصين بالصراف وحركة رؤوس الأموال من وإلى الخارج، لتتعلق التحريات في القضية بعد الشكوك التي راودت مديرة وكالة البنابيع حول وجود شبهة في وثائق التصريحات الجمركية لأربع شركات استيراد زبائن بوكالتها نظرا للمبالغ المالية المحولة إلى الخارج جرد معتبرة، وعلى هذا الأساس طلبت مديرة الوكالة من الزبائن تقديم دليل جمركي يثبت استيرادهم للسلع، والذين قدموا لها 4 وثائق تم الاشتباه في صحتها، ومن ثم قام مدير العمليات مع الخارج على مستوى المديرية العامة للبنك بمراسلة المركز الوطني للإعلام الألي والإحصائيات التابع للمديرية العامة للجمارك، طالبا منهم التأكد من صحة هذه الوثائق، فتبين أن عمليات التوظيف غير مسجلة على مستوى قاعدة البيانات الخاصة بهم، إذ تمسك كل منهم خلال التحقيق بعدم علاقته بالاتهامات الموجهة إليهم، حيث أكد المتهم «د.ع.» بعد تفنيد أمر علمه بموضوع التصريحات الجمركية المزورة أو عمليات الاستيراد الوهمية، أنه تاجر مختص في الاستيراد والتصدير وصاحب ثلاث شركات، وأنه بطلب من صديقه «غ.أ.» المقيم بدبي «الإمارات العربية» حضوره أثناء عمليات إيداع النقود لدى بنك الخليج بالجزائر لفائدته لتوظيف عمليات استيراد، وبعد إيداع النقود في الوكالة البنكية يقوم باستيلاء وصل

وضعت الفرقة الاقتصادية والمالية التابعة للمصلحة الولائية لأمن ولاية الجزائر، يدها على أفراد شبكة إجرامية اختصت في تحويل ضخم للعملية الصعبة بالأورو والدولار الأمريكي إلى الخارج بعد عملية إيداع لمبلغ 95 مليار سنتيم في فترة زمنية لا تتعدى شهرين بطريقة مخالفة للتشريع والتنظيم الخاصين بالصراف باستعمال تصريحات جمركية مشبوهة وعمليات تجارية وهمية في ملف التوظيف البنكي المعتمد على سجلات تجارية لأشخاص في ظروف اجتماعية صعبة مقابل مبالغ مالية زهيدة، بهدف التحويل المالي المخالفة للتشريع لسبب العملة الوطنية لدى بنك الخليج بالجزائر تم تحويلها إلى العملة الصعبة بحساب شركة «كازاروزا» المملوكة للمتهم «غ.أ.» بالإمارات العربية المتحدة. وحسبما تضمنه ملف المتابعة الذي تجوز «النهار» على نسخة منه، فإنه وبموجب البلاغ الذي قدمه رئيس دائرة المراقبة الدائمة بالمديرية العامة لبنك الخليج الجزائر إلى الفرقة الاقتصادية والمالية لأمن ولاية الجزائر على أساس اكتشاف تصريحات جمركية مزورة في عملية توظيف بنكي عن طريق التسليم المستندي الخاص بشركات تجارية واستعمال وثائق مزورة بهدف تحويل مبالغ مالية بالعملية الصعبة من دون تسجيل أي عملية استيراد أو تصدير مطابقة للوثائق المزورة، إذ توصلت تحريات مصالح الضبطية القضائية المختصة إلى أنه تم تحويل مبلغ يقارب 6 ملايين أورو وما يفوق 2 مليون دولار أمريكي في فترة لا تتعدى شهرين، ليوجه قاضي التحقيق بالقطب الجزائي المتخصص بمحكمة سيدي

2015/07/12

بتهمة مخالفة التشريع وحركة رؤوس الأموال الجمارك تقاضي 3 مديري شركات بتهمة تهريب الأموال إلى الخارج

العقد المبرم بينها وبين مجمع «أوراسكوم» للإلتشاء وشركة «أستوم» الفرنسية في مشروع إنجاز محطة كهربائية بمدينة ترقة بعين تيموشنت، حول استيراد جزء من نظام التهوية وفقا للفاخرة بقيمة 16 984 40 أورو، إذ صرح ممثل شركة «كهرباء ترقة» أن عملية الاستيراد محل قضية الحال قامت بها شركة «أوراسكوم» للإلتشاء والصناعة لصالح شركتهم شركة «كهرباء ترقة» بحكم العقد الموقع بين الطرفين بصيغة «المفتاح باليد» من أجل إنجاز محطة توليد الكهرباء بسعة 1200 ميغا واط بقيمة إجمالية قدرها 2,3 مليار دولار، وأن الفاتورة المؤرخة في 15 جوان 2010، موضوع هذا التحقيق، فإن شركة «أوراسكوم» من تكفلت بها، محملا مسؤولية الخطأ المرتكب في التصريح الجمركي لهذه الأخيرة، التي تقوم بعملية شراء التجهيزات وتركيبها بالمحطة وأن عملية جمرقة التجهيزات المستوردة تقع على عاتق الطرف المنجز للمشروع وهو شركة «أوراسكوم»، وأن دفع شركة «ترقة» لقيمة التجهيزات وتكاليف نقلها لا يتعدى التزام بدفعها المبلغ في إطار العقد المتفق عليه تحت رقابة البنك الموطن لديه يكامله بدون تجاوز القيمة الإجمالية للمصنع المراد إنجاز، وهذا ناتج عن صيغة العقد «المفتاح باليد» وهي نفس الأقوال التي أكد عليها المدير العام لشركة ترقة المدعو «د.ا» الذي عين على رئاسة الإدارة سنة 2007 إلى غاية 5 جوان 2012، محددًا قيمة المشروع بـ 1,9 مليار دولار، وهو مبلغ جزائي غير قابل للمراجعة، في حين تميزت تصريحات ممثل شركة «أوراسكوم» للإلتشاء أنه خلال عملية الجمرقة والتصريح الجمركي الخاص بهذه الفاتورة، كان على رأس الإدارة المدعو «خ.م.ع» المصري موضعًا أن المستفيد من التجهيزات وفقا لفاخرة محررة من طرف «أوراسكوم»، التي قامت بتسديد تكاليف النقل البحري.

سهيلة. ز

كشفت مصادر مؤكدة ل«النهار»، أن قاضي التحقيق بالقطب الجزائي المتخصص بمحكمة سيدي امحمد، استكمل تحقيقاته في قضية مخالفة التشريع والتنظيم الخاصين بالصرف وحركة رؤوس الأموال من وإلى الخارج، والتي تعلق بتضخيم فاتورة الشحن البحري وتكاليف النقل بمبلغ 16 984 40 أورو، الخاصة بمشروع إنجاز محطة توليد الكهرباء بسعة 1200 ميغا واط بقيمة إجمالية قدرها 2,3 مليار دولار، وهذا في إطار العقد المبرم بين شركة «كهرباء ترقة» وشركة «أوراسكوم» للإلتشاء والصناعة بصيغة «المفتاح باليد»، حيث تم إحالة شركة كهرباء ترقة كشخص معني ورئيس مديرها العام والمصرح الجمركي ومكتب العبور الخاص به، إضافة إلى متابعة شركة «أوراسكوم» ومديرها السابق المدعو «خ.م.ع» الذي أصدر في حقه أمر بالقبض الدولي على المحاكمة. وحسب ما جاء في فعوى القضية، وفقا للملف الذي تحوز «النهار» على نسخة منه، أن تحريك الشكوى من طرف مفتشية الجمارك بالمواثيق الجافة بالروبية، كان بتاريخ 12 جوان 2011، ضد رئيس مجلس إدارة شركة «كهرباء ترقة» التابعة لشركة «سونلغاز» فيما يخص وقائع تعلق بمخالفة التشريع والتنظيم الخاصين بالصرف وحركة رؤوس الأموال من وإلى الخارج إثر المخالفة التي ارتكبت واكتشفت في إطار المراقبة اللاحقة لإدارة الجمارك، إذ تبين في التصريح الجمركي المؤرخ في 15 نوفمبر 2010، الذي قام به وكيل العبور أن قيمة الشحن المصرح بها 16 984 40 أورو، هي قيمة مضخمة قصد تهريب الأموال إلى الخارج بطريقة غير شرعية، وتم التأكد من ذلك من خلال تأكيد شركة النقل البحري «CMA» التي تكفلت بالنقل وحررت وثيقة الشحن بأن القيمة الحقيقية للشحن هي 27 486 دولار، واستنادا لما تضمنته خطوات التحقيق، أن شركة كهرباء ترقة هي شركة ذات أسهم بين شركة «سونلغاز» وشركة «سوناطراك» بنسبة 70 ألف سهم اتفقت في إطار

2015/07/14

بسبب خلاف مالي وإداري مع السلطات بنك الجزائر يمنع "إيغل أزور" من تحويل 35 مليون أورو إلى الخارج

إلى فرنسا، لأن جزءا منها مصدره "الضرائب"، فيما الجزء الآخر يمثل "تذاكر غير مستخدمة" من حائزها. وكان بنك الجزائر قد عارض إعادة شركة "إيغل أزور" لمبلغ 35 مليون أورو التي تمثل نسبة من عائدات بيع التذاكر في الجزائر إلى فرنسا، علما أن الاتفاق الثنائي في مجال النقل الجوي الموقع في فيفري 2006، خلص إلى الترخيص بمثل هذه العمليات، وعكس "إيغل أزور" التي تعود ملكيتها لرجل الأعمال أرزقي أجرويدن، فإن الخطوط الجوية الفرنسية مُنح لها نهاية 2014 بإعادة الملاكين من العملة الأوروبية الموحدة الأورو، وفي السياق ذاته، رُخص للخطوط الجوية الجزائرية خلال السنتين السابقتين إعادة 90 مليون أورو أموالا ضائعة، في وقت بقيت العائدات المالية لـ"إيغل أزور" مجمدة منذ 2002، وأوضحت لـ"كوباريزيان" أن "ميررات السلطات الجزائرية لا تركز على أي أسس قانونية، فيما نقلت عن مصادر أخرى لم تسمحها قولها إن "الجزائر في الحقيقة تريد من خلال هذه المرافيل حماية شركة الخطوط الجزائرية من المنافسة"، خاصة أن "إيغل أزور" حققت نتائج جيدة في السماء الجزائرية منذ دخولها سوق الطيران قبل 14 عاما.

لخضرة

تواجه شركة الطيران الفرنسية "إيغل أزور"، التي تدير غالبية رحلاتها نحو بلدان المغرب العربي وشمال إفريقيا، مستقبلا غامضا بحلول نهاية العام الجاري، بسبب خلاف إداري ومالي مع السلطات الجزائرية. وتكررت صحيفة "كوباريزيان" الفرنسية في عددها الصادر أمس، أن شركة الطيران "إيغل أزور"، ثاني أكبر شركة فرنسية من حيث عدد المسافرين بعد "إير فرانس"، وأبرز الشركات في تسيير الرحلات نحو بلدان المغرب العربي وشمال إفريقيا، قد تواجه صعوبات مالية كبيرة بحلول نهاية العام الجاري بسبب خلاف إداري ومالي مع السلطات الجزائرية. وأوضحت الصحيفة أن "إيغل أزور" تطالب الجزائر بتحويل 35 مليون أورو من مداخيلها المسجلة هناك بين 2002 و2011 والمحتجزة لديها. وأكدت "كوباريزيان" أن هذا المبلغ يشكل 90 في المائة من ميزانية الشركة، مشيرة إلى أن "إيغل أزور" تعاني أصلا من عجز مالي قدره 15 مليون أورو، ونقلت الصحيفة عن "مصدر مقرب من الملف"، قوله أن السلطات الجزائرية تبرر قرارها بعدم قابلية تحويل أموال "إيغل أزور"

2015/07/14

أقصى عقوبة كانت السجن عامين في حق الجمركي جمركي ومغرب بفرنسا وتجار ألبسة حاولوا تهريب 5 ملايين سنتيم عبر مطار هواري بومدين

□ الشرطة حجزت 300 ألف أورو و10 آلاف جنيه إسترليني ربطها أحد المتهمين بجسده لتهريبها

أدانت، أمس، محكمة 4 متهمين من بينهم تجار ألبسة تركية وسمسار سيارات، جمركي ومغرب بفرنسا يشتغل بالمزاد العلني والتسويق عن طريق الإنترنت، بتسليط عقوبات بين عامين حبسا نافذا و10 ملايين دينار غرامة مالية، و3 سنوات حبسا نافذا مع 500 ألف دج ضد الجمركي، عام حبسا نافذا و200 ألف دج ضد الباقيين، عقب تواطئهم لتهريب 300 ألف أورو و10 آلاف جنيه إسترليني، ما يعادل 5 ملايين سنتيم إلى الخارج عبر المطار الدولي هواري بومدين.

طرف مسؤوله المباشر الذي لفق له القضية للتخلص منه لأسباب يجهلها، مؤكدا أنه هو من قام بإلقاء القبض عليه وعلى المتهم الرابع، أكد أنه تعرف عليه على أساس سمسار سيارات أراد أن يقتني منه مركبة من أجل تسهيل تنقلاته بالجزائر خلال زيارته المتكرر، مشيرا إلى أنه تعرض لضغوطات خلال التحقيق معه. من جهته أكد الضابط الجمركي المدعو «س.ع»، والمتهم بتكوين جماعة أشرار وإساءة استغلال النقص ومخالفة التشريع، أن لا علاقة تربطه بالقضية ولم يستوعب لما تم توريطه في القضية. من جهته المتهم «ب.توفيق»، أنكر أن يكون قد قدم أي مبلغا ماليا للمتهم المغرب بفرنسا من أجل تهريبها إلى تركيا، مشيرا إلى أنه سمسار سيارات وليس بتاجر ملايين، كما تم ذكره في محاضر شرطة البحث والتحرري BRI التي حققت في القضية.



ورثه عن والده بعد تعويضهم لتحويل قطعهم الأرضية للنفع العام، أراد تحويله إلى فرنسا من أجل شراء قطعة أرضية هناك لإيجاز عليها منزلا لأولاده، مؤكدا إلى شقيقه المتهم في قضية الحال لا علاقة له بالقضية، كما أن الجمركي المتهم بالتواطؤ معه راح ضحية تحامل من

المتهم «ب.أنور» مغرب في فرنسا ومزدوج الجنسية جزائري فرنسي، الذي وجهت له تهمة تكوين جماعة أشرار، ومخالفة التشريع الجمركي المتعلق بتنظيم الصرف وحركة رؤوس الأموال من وإلى الخارج، أن المبلغ المالي المحجوز والذي كان بصدد تهريبه يخصه وحده، وهو ما

جميلة ق.

ملابسات القضية استنادا لما دار في جلسة المحاكمة، تعود لتاريخ 31 مارس 2015، حين تفتنت مصالح شرطة الحدود على مستوى المطار الدولي هواري بومدين لمحاولة المتهم المدعو «ب.أنور» تهريب مبلغا ماليا ضخما يقدر بـ 300 ألف أورو، و10 آلاف جنيه إسترليني، ما يعادل 5 ملايين سنتيم بعد إخفاؤها بأظرفة ربطها بملابسه الداخلية، وذلك بالاتفاق مع الجمركي المتهم في قضية الحال، الذي ينتظره بالمبلغ في المنفق المؤدي إلى الطائرة وتسليمه له قبل مغادرته الجزائر، كما تبين من خلال التحقيقات التي قامت بها ذات المصالح إلى أن المبلغ المالي حصيلة ما جمعه من تجار الألبسة التركية سلم له من أجل مساعدتهم في تهريبه إلى فرنسا مع أمواله. تمسريحات المتهمين خلال المحاكمة تضاوتت، حيث صرح

2015/07/14

تقرير لجنة قسنطيني يفجر فضيحة جديدة

مليار دولار هربت من الجزائر في 10 سنوات 16

الجزائر: خالد بودية

رسمت اللجنة الوطنية الاستشارية لترقية حقوق الإنسان وحمايتها، في تقريرها السنوي لسنة 2014، صورة سوداء عن تطور الاحتجاجات في الجزائر وطرق التعامل معها من طرف السلطات العمومية. واستندت إلى احتجاج الشرطة السنة الماضية، واعتبرته مؤشرا واضحا على بلوغ الاستياء الشعبي مرحلة "الخطر".
بخصوص الاحتجاجات الاجتماعية، يرصد التقرير، نسخة منه بحوزة "الخبر"، في سنة 2014 صدامات اجتماعية عبر عدة مناطق من البلد، وأسمنت جميع شرائح المجتمع والفئات الاجتماعية - المهنية صوتها وطالبت باحترام حقوقها وتحسين ظروف عيشها.

ويمثل التحرك غير المسبوق لأفراد الشرطة الذين نظموا تظاهرة بالجزائر العاصمة وبغرداية في شهر أكتوبر 2014، وفقا للجنة الوطنية، "مؤشرا واضحا على الاستياء الاجتماعي في بلادنا، أمام الحلول الترقيعية التي تعتمد عليها السلطات العمومية من أجل وضع حد للاحتجاجات، لاسيما من خلال تقديم إعانات ورفع الأجور. وتعتبر حركة احتجاج الشرطة "سابقة" في التعبير عن الغضب في جهاز نظامي تحدث لأول مرة منذ الاستقلال.

وتؤدي غالبا طريقة توزيع السكنات الاجتماعية وقطع الأراضي إلى تظاهرات، حسب التقرير، "بسبب تسييرها العشوائي من قبل السلطات المحلية، والأخطر تعبير المواطنين عن سخطهم بالانتحار وإحراق أنفسهم، وهي ظاهرة ما انفكت تنتشر، دون أن يبدو أن ذلك يزعج أيا كان. ومن المتوقع أن تستمر هذه الاضطرابات خلال السنة المقبلة، ليس بسبب تنبؤات فاعلين، ولكن بسبب تهاون وعجز السلطات العمومية عن تلبية آمال المواطنين.

في قضية الغاز الصخري، أوصت اللجنة الوطنية بـ«إطلاق حملة إعلامية موجهة للمواطنين لاسيما في المناطق المعنية، حول استغلال الغاز الصخري من خلال إشراك السكان المحليين، عبر التحسيس والندوات والأيام الدراسية في إطار توافق وطني. ودعت اللجنة الوطنية إلى تقليص الفوارق في مجال الحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية بين الشمال والجنوب وبالخصوص الحق في التنمية والعمل، واستخدام دراسات تتعلق بحقوق الجيل الثاني من أجل تقليص التباينات المسجلة.

وبشأن حرية الصحافة، أوضحت اللجنة أن "الصحافة في 2014 عرفت بعض الصعوبات التي أثرت على ممارستها ويمكن أن تعيقها عن تحقيق الحق في المعلومة، ويؤكد استمرار وجود العديد من المشاكل التي تعيق ممارسة وسائل الإعلام الخاصة بالجزائر، وهذا رغم الانفتاح المسجل.

ويمثل غياب قانون ينظم الإشهار، استنادا للتقرير، "أكبر عائق في استمرار الصحافة وتطورها، ولا يزال الإشهار العمومي خاضعا للتشريع الصادر في الـ90 من أجل الاستجابة لحاجيات هذه المرحلة، وأثبتت التجربة أن لا صحيفة تمكنت من الصمود بالجزائر دون إشهار وأن عدة عناوين اختفت مباشرة بعد ظهورها. وبما أن الإشهار المصدر الأول لتمويل الصحافة المكتوبة يستخدم غياب الشفافية في توزيع الإعلانات الإشهارية في الغالب مثلما هو عليه الحال في نشاطات الطبع كوسيلة للضغط.

وعن مكافحة الفساد، أشارت اللجنة إلى أن "الفساد ينخر اقتصاد البلاد ويكبح نموه، ولكنه ليس حتمية ملازمة لبلادنا ولا لثقافة معينة، إنها ظاهرة لا تعرف الحدود. ولما يشوب تسيير الشأن العام من مخالفات، فإنه يؤدي إلى ظهور طبقة من الأشخاص الذين لا يهتمون بمصالح الأمة في مجملها. والفساد ينخر الموارد الوطنية فتستفيد منه أقلية على حساب الأكثرية، وتهريب الأموال نزيف قاتل لنظامنا المالي، حيث هرب من الجزائر 16 مليار دولار خلال 10 سنوات.

واستندت الهيئة الحقوقية في هذا الشأن إلى "مخبر الدراسات الأمريكي"، المتخصص في متابعة وتحليل ظاهرة تهريب رؤوس الأموال، الذي أشار إلى تهريب ما معدله مليار و500 مليون دولار سنويا، ويصنف هذا التقرير الجزائر في المرتبة مليار و700 مليون 2 دولة معنية بقضية تهريب رؤوس الأموال، حيث عرفت البلاد سنة 2012 تهريب 46151 من دولار، وقالت لجنة قسنطيني إن "هذا الواقع ضيّع علينا فرصا ثمينة للتنمية.

LIBERTE

14/07/2015

LA COMPAGNIE AÉRIENNE RÉCLAME LE RAPATRIEMENT DE 35 MILLIONS D'EUROS DE SA TRÉSORERIE

Aigle Azur bloquée par la Banque d'Algérie

Air Algérie pourrait connaître le même sort si aucune solution n'est trouvée d'ici à la fin de l'année, par l'application, en France, de la règle de réciprocité.

La compagnie française Aigle Azur de l'Algérien Arezki Idjerouidene est en proie à de sérieuses difficultés, depuis quelques années, sans trouver une oreille attentive auprès des autorités algériennes. L'entreprise, qui emploie 1 200 personnes dont 700 en France, réclame depuis 2006 de pouvoir rapatrier en France 35 millions d'euros de recettes cumulées réalisées en Algérie entre 2002 et 2011, soit 90% de sa trésorerie, sans pouvoir le faire.

L'information avait déjà circulé les mois passés avec insistance, pour être évoquée à nouveau, hier, par le journal français *Le Parisien*. Ce dernier parle "des déboires d'Aigle Azur en Algérie", précisant que "la compagnie pourrait se retrouver dans de grandes difficultés économiques si aucune solution n'est trouvée d'ici à la fin de l'année". Contactés pour en savoir plus sur le sujet, les responsables d'Aigle Azur se sont refusés à tout commentaire à ce propos. *Le Parisien* explique, cependant, que "l'administration algérienne, qui a la main sur le contrôle des changes, estimerait qu'une partie de cet argent est le produit de taxes, et n'est donc pas rapatriable. Une autre partie correspondrait à des billets achetés par des passagers, mais pas utilisés".

L'auteur de l'article poursuit plus loin que "les autorités estiment que la prestation n'a pas été réalisée. Donc, l'argent n'est pas rapatriable". En somme, le rapatriement se fait au compte-gouttes et affecte le fonctionnement de la compagnie qui a besoin de son argent, notamment, après trois années difficiles et un déficit de 15 millions d'euros. Car si le rapatriement des recettes a repris depuis 2011, il se fait au prix de lourdeurs administratives qui retardent l'encaissement en France. Quant aux sommes antérieures, elles restent bloquées. Le même topo est reproduit pour Air France qui, jusqu'à fin 2014, avait 16 millions d'euros bloqués avant que la moitié puisse être rapatriée. "Du ministère des Transports à l'Élysée en passant par le Quai d'Orsay, tout le monde a connaissance de la situation", affirme-t-on, et l'on précise que "la question a même été posée lors du dernier déplacement de François Hollande à Alger".

Le papier en question a même indiqué que *“le cabinet du ministère des Transports reconnaît que cette situation est anormale et préoccupante. Elle donne lieu à de multiples échanges avec les autorités algériennes”*. Du côté algérien, un spécialiste de l’aérien nous a expliqué que *“compte tenu des faits, le pavillon français serait visé car il est le seul concerné par ce problème, pour la simple raison qu’il concurrence sérieusement Air Algérie et la met à mal”*. Et de poursuivre : *“La compagnie nationale Air Algérie pourrait être affectée par cette situation en connaissant le même sort si aucune solution n’est trouvée à ce problème par l’application, en France, de la règle de réciprocité.”* Notre source va plus loin dans son analyse et soutient : *“Cette volonté de mise à mort peut avoir des desseins plus sournois avec la volonté d’affaiblir Aigle Azur pour ouvrir la voie et faire place nette à d’autres compagnies détenues par des Algériens ou autres.”*

NABILA SAÏDOUN

2015/07/19

بعد فرار مسؤول شركة أخرى تعاملت معها

شركة صينية متهمّة بتهرب 4 ملايين من أموال الطريق السيار شرق - غرب

أحال قاضي التحقيق لدى محكمة بئر مراد رايس بالعاصمة، الشركة الصينية «تشاينا» التي تكفلت بعملية نصب الكوابل الكهربائية على طول الطريق السيار شرق غرب بالجزائر، على المحاكمة بصفقتها شخص معنوي بعد أن وجه لها تهمة مخالفة التشريع الخاصة بحركة رؤوس الأموال، بعد أن تبين أنها حولت مبلغ 40 مليون دينار لصالح شركة صينية أخرى تعمل في ذات المجال، في إطار معاملة تجارية تتعلق باستيراد كوابل كهربائية لاستغلالها في عدد من المشاريع الكبرى المنجزة بالجزائر.

إلى غاية شهر نوفمبر، بدون أن يتخذ أي إجراء، وذلك لمجرد شكوك فقط، راودته حول تهريب الأموال إلى ولاية أخرى، مما جعله يضع عدة نقاط استفهام حول سبب متابعتها، خاصة وأن المبالغ ظلت بالقطر الوطني، في الوقت الذي كان يسعى لاستردادها بعد تجميد حساب الشركة الصينية الثانية بموجب حكم قضائي صادر عن محكمة الشرافة بعد فرار مسيرها.

للاشارة، فإن الشركة المتهمّة مصنفة ضمن الشركات العالمية السبع الرائدة في مجال المقاولات والاستثمار، والتي تكفلت بنصب الكوابل الكهربائية على طول الطريق السيار شرق غرب، والتي هي الآن في طور إنجاز الشطر الرابط بين التنس ومستغانم، ناهيك عن مساهمتها في أشغال توسيع المطارات، وبناء المسجد الأعظم.



منطقة شرشال وزرادة، وذلك من أجل استعمالها بمنطقة الشرق الجزائري، والتي كلفته مبلغ 4 ملايين سنتيم، وهو المبلغ المدون بد الشيك، الذي أظهره أمام بنك القرض الشعبي الجزائري، موضعا أن مدير الوكالة قام باحتجاز الصك

تصريحات مسيرها فإنها لم تحول الأموال خارج التراب الوطني، مما جعله يستغرب من متابعتها بهذه التهمة، حيث أكد أنه في إطار معاملة تجارية تتعلق باستيراد كوابل كهربائية التي سبق استعمالها على الطريق السيار بالشطر الرابط بين

ياقوتة.ز

تفجير ملف القضية، انطلق بموجب تقرير رفعه مدير وكالة القرض الشعبي الوطني لدى خلية الاستعلامات المالية المختصة في محاربة تبييض الأموال بتاريخ 16 جويلية 2011، بسبب شكوك راودته حول معاملة مالية بين شركتين صينيتين تعملان في ذات المجال، بعد تقديم الأولى للثانية «شيك» لتخليصها بقيمة 4 مليار سنتيم، حيث كشفت التحريات التي باشرتها الخلية، أن الشركة الصينية قامت بتحويل المبلغ سالف الذكر إلى شركة «شونغ يونغ» للكوابل الكهربائية في ولاية عنابة بطريقة مخالفة للقانون، خاصة بعد فرار مسيرها خارج الوطن، والتي على أساسها تمت متابعتها بتهمة مخالفة حركة رؤوس الأموال، غير أن الشركة الصينية واستنادا إلى

2015/07/26

نقل 11 ألف تونسي للقتال فجي سوريا كلف 66 مليار سنتيم

الجزائر تسلم تونس قائمة لرجال أعمال مشتببه في تمويلهم لجماعات إرهابية

■ تحويلات كبيرة تمت إلى الخارج عبر بنك تونسي

كشفت مصادر موثوقة للشروق، أن السلطات التونسية، استلمت من نظيرتها الجزائرية وضمن التنسيق الأمني بين البلدين قائمة بـ 11 رجل أعمال تونسيا مشتببه بدعمهم الإرهاب بطريقة مباشرة أو غير مباشرة.

هوزي حوامدي



المال الوسخ

وبحسب المصادر، فإن التوصل إلى القائمة السابقة، قد تحقق نتيجة لاعتراضات وفرها إرهابيون موقوفون، أثناء التحقيق معهم، والتي قامت بها وحدات متخصصة في مكافحة الإرهاب والتي امتد علمها إلى تجفيف منابع الإرهاب، وبيق المشتببه فيهم، بالمناطق الحدودية التونسية المتاخمة للأراضي الجزائرية، ويكثرون قد وفروا أموالا ودعمًا لبعض "المتطرفين" والجهاديين، ممن وردت أسماؤهم في تحقيقات أمنية تجريها السلطات مع عدد من الموقوفين في قضايا متعلقة بالإرهاب.

وتجري الجزائر وتونس تعاونًا في مسألة محاربة الإرهاب، أهم صوره تبادل المعلومات الأمنية والاستخباراتية بين أجهزة البلدين، حيث يتم تبادل قوائم إرهابيين والمشتبه فيهم في مجال الدعم والإسناد، وفي هذا الخصوص قال الدكتور مازن الشريف المختص في متابعة نشاط الجماعات الإرهابية، أن تونس تعرف نشاطًا مريبًا للإرهاب الذي يقف وراءه رجال المال والأعمال بالداخل والخارج، من خلال التمويل وضمن المصاريف.

الحدودية، ويملكون أموالًا طائلة ظهرت فجأة، يشتغلون في النشاط في مجال المطاعم أو حتى الفنادق ومن تحته يقومون بتمويل الجماعات الإرهابية. وكشفت المصالح الأمنية المختصة في مجال محاربة الإرهاب في تونس، تحرياتها بعد الاعتداءات التي استهدفت مرافق سياحية وأمنية في الفترة الأخيرة، وقال المتحدث إن التعامل الرسمي مع هذه الفئة من رجال المال خاصة أصحاب المال الفاسد مازال لم يرق إلى مستوى الخطر الذي يشكلونه، مؤكداً أن محاربة الإرهاب لا تشمل فقط مكافحة حاملي

ونقلت مصادر للشروق، أن السلطات الأمنية التونسية باشرت تحريات وتحقيقات معمقة حول نشاط عدد من هؤلاء رجال المال وغيرهم بعد الكشف عن تحويل أموال كبيرة نحو أوروبا عبر أحد البنوك التونسية، وثواقف عدة رجال أعمال لبيين أيضا واستقرهم في تونس. وأضاف الأكاديمي التونسي للشروق، أن ما لا يقل عن 11 ألف تونسي حاول الالتحاق بسوري، وتكلفة التنقل الواحد لا تقل عن 6 آلاف دولار- 60 مليون سنتيم -، وأضاف أن عددا من رجال المال التونسيين الذين ظهروا بعد الثورة ينتشرون في المناطق

الحدودية، ويملكون أموالًا طائلة ظهرت فجأة، يشتغلون في النشاط في مجال المطاعم أو حتى الفنادق ومن تحته يقومون بتمويل الجماعات الإرهابية. وكشفت المصالح الأمنية المختصة في مجال محاربة الإرهاب في تونس، تحرياتها بعد الاعتداءات التي استهدفت مرافق سياحية وأمنية في الفترة الأخيرة، وقال المتحدث إن التعامل الرسمي مع هذه الفئة من رجال المال خاصة أصحاب المال الفاسد مازال لم يرق إلى مستوى الخطر الذي يشكلونه، مؤكداً أن محاربة الإرهاب لا تشمل فقط مكافحة حاملي

26/07/2015

LA LOI CONTRE LE TERRORISME ET LE BLANCHIMENT D 'ARGENT ADOPTÉE

La Tunisie prépare sa guerre contre le terrorisme

LA LOI CONTRE LE TERRORISME ET LE BLANCHIMENT D 'ARGENT ADOPTÉE

L'Assemblée des représentants du peuple (ARP) a adopté, hier à l'aube, une loi contre le terrorisme et le blanchiment d'argent par une écrasante majorité (174 voix favorables et 10 abstentions).

Tunis De notre correspondant

L'adoption de cette loi coïncide avec la 58e commémoration de la fête de la République et la 2e de l'assassinat du député martyr, Haj Mohamed Brahmi. Le quasi-plébiscite recueilli par le projet de loi contre le terrorisme et le blanchiment d'argent, traduit l'union sacrée de la classe politique tunisienne contre le terrorisme.

En effet, depuis l'installation de l'Assemblée des représentants du peuple (ARP) en novembre 2014, rares sont les fois où l'hémicycle a réuni 184 députés (sur les 217 membres) sous la coupole de l'ARP en Tunisie, d'où l'intérêt porté à cette question.

Les 174 voix favorables reflètent un attachement profond à une ligne dure contre le terrorisme, dans la mesure où la peine de mort est requise par 16 articles (de 13 à 28) du projet pour les délits causant la mort de personnes suite aux actes terroristes. Pourtant, certains députés, franchement antipeine de mort, comme Mongi Rahoui (Front populaire) ou Bochra Belhaj Hmida (NidaaTounes), ont voté pour le projet. Par ailleurs, le consensus traduit la réussite des politiques tunisiens à contourner leurs divergences à propos de ce projet de loi, longtemps contesté, notamment par une frange des islamistes d'Ennahdha et quelques députés du Front populaire, ainsi que quelques indépendants.

Ces derniers redoutent des atteintes aux libertés individuelles dans certains articles, portant sur les éventuels liens entre la contrebande et le terrorisme. «De larges franges de la population dans le Sud tunisien et la région Ouest vivent de contrebande, au vu et au su de tout le monde. On ne veut pas qu'une pareille loi les empêche de vivre», a déclaré le député indépendant Adnene Hajji à El Watan. «Mais, les précisions apportées par le ministre de la Justice et les améliorations introduites dans le texte ont sensiblement réduit nos appréhensions », a-t-il poursuivi.

Toutes ces discussions n'ont pas été vaines. Aucun député ne s'est permis de s'opposer, hier, au projet de loi contre le terrorisme et le blanchiment d'argent, ce qui rappelle un pareil quasi-plébiscite lors du vote de la Constitution par l'Assemblée nationale constituante, un certain 27 janvier 2014. Hier, il y a eu juste 10 abstentions, venant des députés des partis Ettayar et Congrès pour la République (CPR) proches de l'ex-président Moncef Marzouki. Les plus connus parmi les abstentionnistes sont Imed Daïmi, Secrétaire général du CPR, Mabrouk Harzi, ou encore Samia Abbou, l'épouse de Mohamed Abbou, le président du parti Ettayar. Il est également utile de souligner que 33 députés se sont permis de s'absenter lors du vote de ce projet de loi, largement sollicité par la classe politique et la société civile, depuis ses premières moutures présentées par le gouvernement de Mehdi Jomaâ en 2014.

RÉUSSITES CONTRE LE TERRORISME

Cette adoption survient alors que l'armée et les forces sécuritaires tunisiennes sont en pleine campagne contre le terrorisme. Certes, les attaques terroristes du Bardo, le 18 mars dernier, et de Sousse, le 26 juin, ont constitué des coups durs pour la Tunisie, puisqu'ils ont engendré respectivement 22 et 38 morts, presque tous étrangers. Néanmoins, l'armée et les forces de l'ordre tunisiennes n'ont cessé d'enregistrer des points positifs dans la lutte contre le terrorisme. Pas plus tard que vendredi, les forces de la garde nationale ont démantelé une cellule terroriste qui s'entraînait dans la montagne de Séjenane, au nord de la Tunisie, à 60 kilomètres de la frontière algérienne. Un terroriste a été tué et une douzaine d'autres ont été arrêtés. Quatre kalachnikovs ont été saisis, ainsi que des munitions et une quantité de TNT. Le terroriste abattu est connu par les services de sécurité. Sa photo a été publiée depuis le 23 mai 2014 avec d'autres terroristes. Une autre cellule terroriste a été démantelée à Menzel Bourguiba et trois autres terroristes arrêtés. Selon l'expert sécuritaire, Mazen Chérif, les deux opérations de Gafsa (10 juillet) et Séjenane (23 juillet) «concrétisent une nouvelle stratégie chez les terroristes qui cherchent à multiplier les maquis pour desserrer l'étau autour de la katiba Okba Ibn Nafaâ, active sur les hauteurs de Kasserine et ayant subi des coups durs pendant les derniers mois». «Si des terroristes connus, comme Mourad Gharsalli, abattu à Gafsa, ou Khaled Saïdani, abattu à Séjenane, ont été dépêchés dans ces zones, cela veut dire qu'ils sont chargés de mettre sur pied de nouveaux maquis», précise-t-il. Les forces de l'ordre tunisiennes ont déjà abattu le chef de la katiba Okba Ibn Nafaâ, Lokman Abou Sakhr, et huit de ses lieutenants, le 29 mars à Sidi Yaïche, près de Gafsa. De même pour Mourad Gharsalli, qui a été abattu à El Guetar avec quatre de ses acolytes, le 10 juillet. La katiba Okba Ibn Nafaâ est pratiquement décimée, selon le ministre de l'Intérieur tunisien, Nejem Gharsalli. La lutte contre le terrorisme est toutefois encore longue si l'on se rappelle qu'il y a quelques milliers de Tunisiens qui s'entraînent avec Daech en Syrie, Irak et Libye.

Mourad Sellami



27/07/2015

DOMICILIATIONS BANCAIRES

Vers le contrôle anticipé

Les domiciliations bancaires pour les opérations d'importations feront l'objet d'un contrôle anticipé, conjointement entre les douanes et les banques, dans le cadre de la lutte contre le transfert illicite de devises.

Cherif Bennaceur – Alger (Le Soir) –

Cité, hier, par l'Agence nationale de presse, le directeur général des Douanes (DGD), Kaddour Bentahar a indiqué que l'administration douanière ainsi que l'Association professionnelle des banques et établissements financiers (Abef) signeront prochainement un avenant à leur convention d'échanges d'informations conclue en mars 2014. A travers cet avenant, il s'agira d'introduire un contrôle anticipé sur les demandes de domiciliations bancaires présentées par les importateurs. Selon le DGD, cet avenant va permettre d'établir un échange d'informations à double sens entre les douanes et l'Abef sur toutes les demandes de domiciliations bancaires émanant des opérateurs activant dans le commerce extérieur. L'échange informatisé qui sera institué à cet effet permettra aux banques d'accéder au système d'informations des douanes (Sigad) afin de vérifier l'authenticité de la validité de l'attestation d'importation exigée lors de la souscription d'une domiciliation bancaire, expliquera un autre responsable de la DGD. Cette attestation d'importation, qui identifie l'entreprise importatrice à travers son numéro d'identification fiscale et, donc, sa traçabilité fiscale, est délivrée par la Direction générale des impôts (DGI).

Ce qui s'inscrit dans le cadre du renforcement de la lutte contre le transfert illicite des devises opéré par certains importateurs.

A travers ce nouveau dispositif, il s'agira en effet de mettre fin aux fausses attestations d'importation présentées par des opérateurs véreux lors de la souscription d'une domiciliation bancaire, qu'ils utilisent pour des importations fictives. En dépit du contrôle instauré par la convention d'échange d'informations conclue en mars 2014 entre les douanes et les banques, des failles ont toutefois subsisté dans ce système, permettant à des importateurs délinquants de tromper la vigilance des banques et des douanes, reconnaît-on. Ainsi, des enquêtes menées par les services des douanes ont révélé l'utilisation d'attestations d'importation falsifiées, par des personnes qui n'ont pas de statut légal d'importateurs mais qui réalisent, à travers cette «ruse», des opérations d'importations fictives en vue, uniquement, de transférer des capitaux vers l'étranger, relève le même responsable. D'où la nécessité d'établir un contrôle anticipé sur

toute demande de domiciliation bancaire, selon la même source qui précise que cette proposition a été présentée au ministère chargé du budget et de la prospective qui en a donné l'aval.

Quant aux résultats de mise en oeuvre de la convention d'échange d'informations conclue en 2014 entre les douanes et les banques, le même responsable indique que ce système a, toutefois, mis fin à la gestion manuelle des documents douaniers, notamment le D10 copie banque, largement falsifié de par le passé par des importateurs pour transférer illicitement des capitaux vers l'étranger. Le D10, qui atteste de l'arrivée de la marchandise, sa valeur ainsi que des tarifs douaniers appliqués à l'importation, s'échange, depuis, entre les banques et les douanes via ce système d'informations qui a mis fin aux documents scannés et transmis par courrier.

C. B.

2015/07/28

حجز 3000 أورو مزورة ومعدات كيميائية ذات صلة

تفكيك عصابة أفارقة تستعمل الزئبق في تزوير الأورو بمستغانم



ألقت، أمس، المجموعة الإقليمية للدرك الوطني بمستغانم، على عناصر شبكة إفريقية تنشط في تزوير العملة الأجنبية باستعمال آخر تطورات التكنولوجيا الحديثة.

س. مجاهد

بعيضة 3000 أورو مزورة عن آخرها بفئات 50 و100 و200 أورو، فضلا عن ضبط معدات تكنولوجية حديثة على غرار حاسوب محمول ولوحة إلكترونية وناسخة بها صور عملات مختلفة آلية للتزوير، كما أسفرت عملية توسيع البحث في اللوازم المستعملة في التزوير عن مصادرة سواحل كيميائية متعددة الألوان، تبين أن منها محلول الزئبق، الذي كان الإفريقي يموهه داخل علبه دواء لتفادي اكتشافه. وسبق لذات المصالح أن فككت، مؤخرا، عصابة تتشعب بين مستغانم والشلف، في تزوير العملة الوطنية، بعد ضبط سيارة من نوع «لوفان» بها 110 مليون مزورة، وتم في العملية توقيف 3 أشخاص بينهم فتاة.

ألقت، أمس، المجموعة الإقليمية للدرك الوطني بمستغانم، على عناصر شبكة إفريقية تنشط في تزوير العملة الأجنبية باستعمال آخر تطورات التكنولوجيا الحديثة.

تحصلت المصالح المذكورة على معلومات تفيد بحركة مشبوهة لأحد الأفارقة بناحية خير الدين، سبق له وأن عرض على تجار مبالغ بالعملة الأجنبية مشبوهة للمقايضة، مما عجل بإخطار المحققين عنه بعد الاشتباه في طرحه عملات مزورة للتداول في السوق، وبعد إعداد خطة محكمة تم مداومة مقر إقامته بالمنطقة سألفة الذكر، حيث عثر على المعني متلبسا



28/07/2015

LE PATRON DU FCE L'A ANNONCÉ HIER **Même les devises au noir seront recyclées dans le circuit bancaire**

Les devises qui circulent dans le marché informel, au noir, pourront être recyclées dans le circuit bancaire. La question a été abordée lors de la rencontre qui a regroupé une délégation du Forum des chefs d'entreprises (FCE) et le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, auquel l'association patronale a remis une Contribution pour l'émergence de l'économie algérienne. Le FCE recommande par ailleurs la réorientation de la politique de soutien envers les ménages à revenus précaires

Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir) –

Selon le président du FCE, Ali Haddad, qui a animé hier une conférence de presse à l'issue d'une rencontre avec le Premier ministre, l'assainissement fiscal, déjà entériné par la loi de finances complémentaire pour 2015, concernera tant les sommes en dinars qu'en devises.

A charge de déterminer les montants concernés et à condition que l'origine des fonds ne soit pas criminelle (drogue, contrebande, terrorisme, corruption), tout détenteur pourra faire recycler son argent dans les banques et contribuer ainsi au financement de l'économie.

«La source de ces fonds ou les transactions qui en sont à l'origine doivent être légitimes et ne correspondre à aucun acte incriminé par le code pénal et la législation régissant la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme», précise la LFC 2015. A ce propos, le président d'honneur du FCE, Omar Ramdane, expliquera qu'il s'agit de capter «l'argent gris, les sommes détenues par des personnes qui ne se sont pas acquittées de leurs obligations fiscales», des sommes pouvant être estimées à environ 700 à 1 000 milliards de dinars, voire davantage. Cela même si l'Etat a toute latitude de «demander la provenance des fonds», précisera M. Ramdane. Notons que l'article 43 de la LFC 2015 a fixé à 7% la taxation forfaitaire libératoire applicable sur les sommes déposées auprès des banques par des personnes physiques qui peuvent désormais transférer leurs capitaux du circuit informel vers les banques. Une mesure qui entre dans le cadre d'un programme de conformité fiscale «volontaire» et fixe au 31 décembre 2016 la date limite de mise en oeuvre de ce dispositif. «A l'issue de cette période, les personnes disposant de fonds éligibles à ce programme et n'y ayant pas souscrit feront l'objet de redressements dans les conditions de droit commun avec l'application des pénalités et sanctions prévues en la matière», précise l'article 43. A propos justement de cette LFC 2015, le président du FCE en relèvera avec satisfaction le contenu, s'agissant notamment des incitations fiscales décidées (réaménagement de l'IBS et de la TAP) au profit des producteurs. Comme Ali Haddad ne manquera pas de se féliciter des autres décisions prises lors du récent conseil des ministres, les qualifiant d'«actes historiques», concernant notamment la révision de la réglementation régissant la passation des marchés publics et la dépenalisation de l'acte de gestion. Mais aussi au président du FCE de relever «la concordance» de vues entre son association patronale et le Premier ministre, auquel le Forum a remis un document portant contribution du Forum «pour l'émergence de l'économie

algérienne », en présence du directeur de cabinet de la présidence de la République, de plusieurs membres du gouvernement et du secrétaire général de l'UGTA. Ainsi, Ali Haddad évoquera la «sincérité», l'«engagement» fort et la disponibilité du Premier ministre dont le gouvernement est «ouvert», mais aussi «conscient de la crise» économique actuelle et de la nécessité de mener les réformes. Cela même si Abdelmalek Sellal aura évoqué, selon le leader du FCE, la nécessité d'insuffler «la confiance» ainsi que la problématique de la mise en application des décisions gouvernementales. En ce sens, le document soumis se présente comme un plaidoyer pour «la réunion des conditions facilitatrices et incitatives qui permettront à l'entreprise algérienne de prendre le relais du développement par l'investissement». Un document qui «n'a pas pour ambition de proposer des solutions à tous les dysfonctionnements de l'économie algérienne, ni la prétention de régler la question cruciale du financement alternatif de notre développement», observera le vice-président du FCE, Brahim Benabdesslem. Il s'agit plutôt d'implémenter des objectifs et une vision sur le moyen et long terme (génération de 7 à 8% de croissance économique durant les 5 prochaines années, création de 60 000 emplois directs par an...), de concrétiser le principe constitutionnel de la liberté d'entreprendre, le rôle régulateur de l'Etat. Il s'agit essentiellement de 16 mesures structurelles urgentes (relatives au financement, à la fiscalité et à la relance de l'investissement), d'une série de mesures sectorielles urgentes et d'une autre série de mesures complémentaires. Parmi les mesures proposées, la réorientation de la politique de subvention et de soutien des prix envers les ménages aux revenus précaires, notera le président d'honneur du FCE. Ainsi, les 1 700 milliards de dinars consacrés par l'Etat pour le soutien des prix de large consommation pourraient être ramenés à 400 milliards de dinars, Omar Ramdane évoquant l'opportunité de ne subventionner que les personnes sans revenus et les familles aux revenus précaires, faibles. Il s'agit en fait de «libérer les prix», d'oeuvrer à «imposer le prix réel du marché» selon le président du Forum. Ce qui permettra de lutter contre le gaspillage et la contrebande, générer la création de 100 000 emplois, mais aussi de réorganiser le modèle national de solidarité. Notons d'autre part qu'une réunion gouvernement-walis est prévue la semaine prochaine, indiquera Ali Haddad se référant à une annonce du Premier ministre.

C. B.



29/07/2015

BANCARISATION DE L'ARGENT DE L'INFORMEL L'opposition crie au «blanchiment d'argent»

La bancarisation de l'argent de l'informel avec une taxation de 7% instaurée par la loi de finances complémentaire 2015 est perçue par la classe politique de l'opposition comme une «amnistie fiscale» ou crûment «blanchiment d'argent» qui disent clairement leur nom, ne profitant, selon elle, qu'à une «certaine catégorie de citoyens».

M. Kebci – Alger (Le Soir) –

Tous ou presque usent du même lexique. Le président du MSP estime que c'est là «un blanchiment d'argent en bonne et due forme» en ce sens, selon lui, que la lutte contre l'informel devait être «l'affaire du fisc». Pour Namane Laouer, «l'urgence est de rétablir la confiance entre le citoyen et l'Etat dont l'institution des impôts est un appendice». Notre interlocuteur considère que cette mesure ne profitera «qu'à une certaine catégorie de personnes, les hommes d'affaires pas celles des citoyens». «A ce rythme, ce sont les hommes d'affaires qui géreront et pas les politiques», ajoute-t-il. Le vice-président du MSP regrette, par ailleurs, que le gouvernement «se plie» de plus en plus aux désirs et aux injonctions du FCE. Ceci même s'il estime que cette organisation patronale est dans «son rôle, celui de défendre les intérêts des patrons qu'elle représente en réclamant l'amnistie fiscale et la libération des prix». Le plus intrigant, selon lui, est le rôle de la Centrale syndicale et de l'exécutif qui intrigue.

«Que fait l'UGTA ? s'interroge-t-il, considérant que cela prouve que cette dernière «souffre d'un énorme problème de représentativité en ce sens qu'elle ne représente pas les travailleurs». Aussi, affirme-t-il encore, le gouvernement donne l'impression d'incarner un «FCE-bis du fait qu'il est plus proche des intérêts des patrons que ceux du citoyen». «Cette loi de finances complémentaire adoptée sans débat à l'Assemblée contient des mesures irréfléchies prises dans la précipitation et en totale méconnaissance du monde de l'entreprise et de la finance livrés à la prédation et à la mauvaise gestion», affirme, pour sa part, le chargé à la communication du RCD. Atmane Mazouz considère, dans ce sillage, que l'assainissement fiscal entériné par la LFC 2015 est «une autre preuve de la déconnexion du gouvernement de la réalité économique et sociale du pays». Ceci non sans exprimer des craintes quant à voir des fonds d'origine criminelle provenant de la drogue, de la contrebande, du terrorisme et de la corruption soient introduits dans le circuit légal validant ainsi le blanchiment d'argent au profit de tous les trafiquants qui ont privatisé les institutions». Ces mesures contredisent, selon Mazouz, le gouvernement qui assurait que le pays est «à l'abri de la crise», prévoyant que des «moments difficiles» attendent les Algériens dont «les couches défavorisées seront les plus touchées avec la diminution des transferts sociaux».

Pour sa part, le président de Jil Jadid déclare que «ce sont visiblement les chefs d'entreprises qui dirigent». Et indépendamment de leur contenu, la question qui se pose, pour Soufiane Djillali, c'est «qui doit prendre ces décisions». Pour lui, en plus d'avoir tous les pouvoirs exécutifs, le président de la République «s'est accaparé le législatif. Ce qui prouve que toutes les institutions du pays sont à l'arrêt et leur remplacement par les copains et les coquins». Et d'ajouter que l'ordonnance présidentielle doit être une «exception», estimant qu'on a «brisé le pouvoir institutionnel, ce qui fait que tous les dépassements sont permis. Tout ce que le FCE propose est systématiquement adopté par l'exécutif ». Ahmed Adimi abonde dans le même sens en affirmant que cette mesure constitue on ne peut plus clairement une opération de blanchiment d'argent. Et au porte-parole du parti des Avant-Gardes des libertés d'ironiser, affirmant qu'«on aurait pu au moins mettre la forme en permettant un débat parlementaire quoique l'APN soit frappée du sceau de l'illégitimité aux yeux de notre interlocuteur. On s'est joué une fois de plus des institutions du pays en avançant la date de clôture de la session parlementaire. C'est là une preuve de plus de la vacance du pouvoir et on a l'impression que le pays est géré comme une zaouia».

M. K.

El Watan

29/07/2015

FERHAT AÏT ALI. *Analyste financier*

«Difficile de contrôler les fonds en amont et en aval»

Propos recueillis par Hocine Lamriben

La loi de finances complémentaire 2015 prévoit une disposition portant sur la bancarisation des capitaux illicites. Que pensez-vous de cette mesure ?

Le problème qui se pose n'est pas d'ordre de fluidité financière, mais d'ordre réglementaire. A partir du moment où ces capitaux restent en dehors des circuits bancaires, il est difficile de les contrôler en amont et en aval. Donc, il est aussi difficile de contrôler les activités qui génèrent ce genre de capitaux que personne ne voit. En général, une partie de ces activités n'a rien d'illicite. Le but n'est pas tellement de les fiscaliser dans l'immédiat ou d'alimenter les banques. Le Premier ministre a dit qu'il fallait alimenter l'économie. C'est sa manière de voir les choses. Personnellement, je trouve que tarir la source première de l'informel, qui est son financement en amont, serait déjà une bonne chose.

A propos des fonds informels, encore faudrait-il prouver qu'ils sont d'origine criminelle. Ce n'est pas au détenteur de prouver que ses fonds sont clean. De toute façon, ils ne sont pas clean ! On peut considérer que dans cette sphère-là, tout ce qui a été occulté est délictuel et immoral. Je pense qu'il aurait mieux valu remplacer cette mesure qui exclut les fonds d'origine assez dangereuse par une autre, qui oblige ces fonds à ne plus jamais revenir vers une sphère commerciale intrinsèque.

L'Etat a-t-il les moyens nécessaires pour drainer les fonds informels vers les banques ?

L'Etat n'a pas ces moyens. S'il les avait, il aurait déjà repéré ces fonds sans qu'ils aient nécessité d'être déposés en banque. Avant de se lancer dans des aventures dont on n'a pas les moyens, il aurait été préférable de récupérer les fonds et de les empêcher de retourner dans la sphère criminelle initiale.

Maintenant, si les individus qui déposent des fonds ont des activités criminelles et qu'il apparaît plus tard qu'ils sont en corrélation avec un crime quelconque lié à l'argent sale, là le problème ne se pose pas et on pourra toujours revenir dessus.

Mais on ne peut pas dire de prime abord que nous refusons les fonds d'origine criminelle alors que nous ne pouvons même pas définir la nature de l'argent d'origine criminelle. Il y a deux ans de cela, l'évasion fiscale était criminalisée. Aujourd'hui, elle est traitée en correctionnelle.

Le plus important est que ces dinars puissent circuler dans une sphère positive. Pour ce qui est de l'origine effective de ces fonds, d'autres structures doivent enquêter de manière discrète pour savoir qui est qui. Aujourd'hui, nous n'avons plus les moyens de jouer au pouvoir omnipotent alors qu'on n'a pas pu assumer cette tâche auparavant. Je ne vois pas comment, avec le peu de moyens qu'ils ont, les fonctionnaires mèneraient cette mission. Comme disait Napoléon Bonaparte, quand on n'a pas les moyens de sa politique, on fait la politique de ses moyens.

La bancarisation des capitaux illicites peut-elle être le prélude à une amnistie fiscale ?

L'amnistie fiscale n'est pas d'actualité. Mis à part la fiscalité ordinaire déclarée qui doit être réglée par les entreprises au 31 décembre 2014, je ne vois pas la rationalité d'une amnistie. Les gens ne l'ont pas contestée et les contentieux sont gérés dans le cadre des procédures ordinaires. D'ailleurs, un échéancier à long terme a été consenti aux entreprises défailtantes qui ne peuvent pas payer leurs impôts.

La plupart des entreprises ont eu droit à un rééchelonnement de leurs dettes fiscales.

L'amnistie générale n'est pas possible financièrement et n'est pas morale. Amnistier les revenus, oui ! Mais amnistier des entreprises, non ! Parce que le gros de leur fiscalité a été déclaré et réglé. S'agissant du peu qui reste sur les redressements exceptionnels, si on leur fait bénéficier d'une amnistie, la plupart des entreprises seraient tentées d'attendre la prochaine pour régulariser leur situation. Donc, on aurait un cycle d'effacement de dettes. Si on veut aider les entreprises, il serait préférable de discuter crédit bancaire et effacement des agios.

H. L.

2015/07/30

موظف بالبنك وشريكه قاما بتزوير «صكوك» ووثائق هوية مزورة

هكذا اختلس «عثمان الأول» أكثر من 9 ملايين من بنك السلام!

□ الموظف اختلق شخصية وهمية اسمها «عثمان الأول» وحملها مسؤولية كل الجرائم

«عثمان الأول»... بهذا الاسم ومن الوهلة الأولى يتبادر لأذهاننا أنه لشخصية تاريخية أو رجل صنع الحدث في زمانه وكان من سلاطين الدولة العثمانية... غير أنه في الحقيقة ليس بهذا ولا ذاك.. وإنما هو شخصية وهمية من نسج خيال مندوب المقاصة الآلية ببنك السلام للتهرب من المسؤولية الجزائية، بعد تورطه في تزوير 184 صك بنكي لاختلاس أموال فاقت قيمتها الإجمالية 9 ملايين و673 مليون سنتيم من حسابات كبرى الشركات التي هي زبونة لديهم، على غرار الخطوط الجوية الملكية المغربية التي قام بسلبها مبلغ 2.3 مليار سنتيم.

ذات الشخص الذي عثرت مصالحي الأمن على الصور بمنزله، وهو ذاته الذي حركت الشكوى ضده، حيث أنه اعترف بتزوير 4 صكوك بنكية عن طريق نسخها بواسطة جهاز «السكرانير» الذي تمكن بفضل من اختلاس مبلغ 10.300.79.00 دج ثم 19550.000.00 دج من حساب شركتين خاصتين، ناهيك عن مبلغ 23.922.054.00 دج من حساب الخطوط الجوية الملكية المغربية وكالة ديدوش مراد، وكذا مبلغ 42.965.000.00 دج من حساب شركة «كلوب سونتانا»، موضعا أن بقية الصكوك صحيحة، غير أن النيابة وخلال مراجعتها أشارت إلى أن الشخص وهمي، كونها سعت بكل السبل للتوصل إليه وبشئى الطرق ولو عبر رقم الهاتف، إلا أن مندوب المقاصة الإلكترونية امتنع عن تقديم أية معلومات، وذلك الاسم ورد بنية التملص من العقاب، وعليه التمس تسليط عقوبة 8 سنوات حبسا نافذا وغرامة لاتقل عن قيمة المبالغ المختلسة، في الوقت الذي تقدم محامي الطرف المدني بطلبات مكتوبة في خصوص التعويضات المادية التي قدرها بـ 1 مليار سنتيم عن كافة الأضرار مع استرجاع المبلغ المختلس، فيما تعيبت بقية الأطراف المدنية.



ليتم بذلك القبض عليهما وإيداعهما رهن الحبس المؤقت بالمؤسسة العقابية في الحراش، عن تهمة التزوير واستعمال المزور في محركات تجارية ومصرفية، واختلاس أموال خاصة. المتهم الأول وخلال مشو له أمام محكمة بئر مراد رايس بالعاصمة، اعترف بالجرم المنسوب إليه، حيث تراجع عن تصريحاته الأولى، وأكد أن ابن حيه لاعلاقة له بالقضية، خاصة وأنه تبين أنه بتاريخ الوقائع كان يقبع في السجن لتورطه في قضية تقليد منتج، وراح يلقي المسؤولية على عاتق المكنى «عثمان الأول» الذي أكد أنه هو

من بينها صك يخص بنك التنمية المحلية تمت مخالصته لقيادة بنك السلام وكالة البلدية، البنك الوطني الجزائري، بنك سوسيتي جنرال، 14 صكا يخص البنك الجزائري الخارجي، و4 صور شمسية للمتورط الرئيسي في القضية، والذي انتحل 4 هويات، مما صعب عملية العثور عليه لاستعماله أسماء مستعارة وامتناع المتهم الثاني عن تقديم أية معلومات عنه بحجة أنه لايتذكره، في الوقت الذي ألقى التهمة على عاتق ابني حيه، وهو تاجر وأكد أنه متواطئ معه انتقاما منه على عدم تسديد دين بينهما المنجر عن عملية شراء سيارة،

ياقوتة زيغود

تفجير ملف قضية الحال، انطلق بموجب شكوى حركها بنك السلام ضد أحد زبائنه المدعو «ب.ك» يتهمه باختلاس أموال من حسابات زبائنه، باستعمال صكوك مزورة عن طريق مخالصتها ومقاصتها بأسماء أشخاص وهميين اثنين منها يخصان بنك الخليج الجزائر وكالة دالي إبراهيم، حيث تقدم ذلك الأول بصكوك ووثائق مزورة وتمكن من سحب مبالغ معتبرة بلغت قيمتها 3 ملايين سنتيم.

وقد كشفت التحريات التي باشرتها الجهات المختصة، عن تواطؤ أحد موظفي بنك السلام، الذي كان يستغل منصبه كمندوب المقاصة الآلية وخبرته في مجال الاقتصاد والمحاسبة لارتكابه لهذه الأفعال الإجرامية، من خلال نسخه للصكوك ومقاصتها لقيادة بنك السلام وكالة البلدية، لتغطية وتبرير المبالغ المختلسة من حسابات زبائنه، التي تبين أنها فاقت 9 ملايين سنتيم.

وبتمديد الاختصاص والحصول على إذن بتفتيش منزل المتهم المتواجد بمنطقة بني تامو بالبلدية، تم العثور على 184 صك



30/07/2015

SUR INSTRUCTION DE SELLAL À LA BANQUE D'ALGÉRIE Les paradis fiscaux désormais «infréquentables»

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal a instruit le gouverneur de la Banque d'Algérie de «veiller à ce qu'il n'y ait plus de domiciliations bancaires dans les paradis fiscaux », indiquait hier le ministre de l'Industrie et des Mines.

Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir) –

Le responsable de l'exécutif invite ainsi les banques mais aussi la communauté d'affaires à lutter contre le transfert illicite de capitaux, à mettre un terme à certaines pratiques. Il s'agit notamment de la surfacturation des opérations de commerce international, des opérateurs plaçant les montants excédentaires dans des places bancaires assez laxistes, des paradis fiscaux ou en offshore. Après avoir réuni les partenaires sociaux en prévision de la tenue début octobre 2015 à Biskra de la prochaine réunion tripartite (gouvernement-UGTA-patronat), Abdesselam Bouchouareb a ainsi laissé entendre lors d'une conférence de presse l'engagement de l'exécutif à faire «tarifer» les sources de surfacturations.

Des surfacturations «en masse» notamment dans le domaine de l'importation de véhicules, l'Etat ayant toute connaissance d'infractions commises par des concessionnaires, assurera le ministre de l'Industrie. A ce propos, Abdesselam Bouchouareb affirme que le «cadre» notamment réglementaire régissant l'activité des concessionnaires automobiles «est clair» et que «les dérives» n'auront plus cours.

Evoquant la parution imminente d'un arrêté relatif à cette activité, le ministre de l'Industrie indiquera par ailleurs que «les quelques cas (de véhicules bloqués aux ports) seront libérés à partir de la semaine prochaine». Auparavant, le ministre de l'Industrie avait abordé, en présence du secrétaire général de l'UGTA et des dirigeants des organisations patronales publique et privées (Unep, CNPA, CPA, CGOA, Cipa, UNI et FCE), la dynamique de développement engagée par le biais de la loi de finances complémentaire pour 2015, la révision du Code des marchés publics, la dépenalisation de l'acte de gestion ainsi que par le prochain code de l'investissement, devant être adopté lors de la rentrée gouvernementale et attendu dès septembre prochain. A ce propos, Abdesselam Bouchouareb a indiqué que l'élaboration de ce texte a connu des «retards» en raison de divergences sectorielles même si la mouture finalisée depuis deux mois est basée sur «un consensus ». Comme le ministre de l'Industrie rassurera quant à l'amélioration de l'offre foncière, évoquant le démarrage de la réalisation- aménagement de 31 parcs industriels dès le mois d'octobre, voire le lancement de 17 autres parcs avant la fin de l'année. Mais aussi en indiquant que le foncier industriel non

utilisé sera également ciblé, la LFC 2015 instituant une taxe de 3% sur la valeur vénale des terrains attribués et où les investissements projetés n'ont pas été réalisés. A propos justement de la LFC 2015, dont selon lui, la teneur des mesures répond aux desiderata des opérateurs économiques et pourrait être encore renforcée dans la prochaine loi de finances (pour 2016), Abdesselam Bouchouareb assurera du bien-fondé de la mesure relative à l'assainissement fiscal.

Récusant toute amnistie fiscale et misant sur la transparence, le ministre de l'Industrie considère que la disposition permettant à tout détenteur de fonds de les réinjecter dans le circuit bancaire, moyennant une taxation forfaitaire de 7%, est déjà usitée de par le monde. Faisant fi des «pleureuses», le ministre de l'Industrie dont l'analyse a été globalement partagée par la plupart de ses partenaires sociaux, estimera que cette mesure est opportune, d'autant qu'elle permettrait de bancariser au moins 1 500 milliards de dinars. Cela même si le ministre de l'Industrie considère qu'elle «ne constitue pas la panacée» mais s'inscrit selon lui dans le cadre d'«un mouvement d'ensemble» visant à la génération d'«une croissance économique forte et cumulable».

Dans ce sens, Abdesselam Bouchouareb n'écarte pas la possibilité de la création de fonds d'investissements privés, à même de capter les liquidités des opérateurs formels en mauvaise situation fiscale et économique et de constituer des outils de financement alternatifs.

Ayant indiqué auparavant que la production industrielle ne couvre que 40% de la demande domestique, même si une croissance de 7% a été enregistrée lors du premier semestre 2015, Abdesselam Bouchouareb fera état de la dynamique engagée en matière de substitution à l'importation. Ainsi, il indiquera qu'une quinzaine de filières industrielles «stratégiques» mais qui «nous coûtent cher en termes d'importations quoique recelant d'importants potentiels» ont été identifiées et leurs investissements seront stimulés, en vue de contribuer à résorber le déficit et même développer les capacités d'exportation. La promotion de la production nationale, il en sera question lors de la prochaine réunion tripartite, indique le ministre de l'Industrie, dans le contexte où la conjoncture financière et économique actuelle impose d'«accélérer les réformes, d'œuvrer en matière de substitution à l'importation».

Justifiant la localisation de la prochaine tripartite, Abdesselam Bouchouareb assure que «le choix de Biskra n'est pas fortuit» mais a été décidé par le Premier ministre, au regard de sa vocation agricole et industrielle. Ce faisant, le ministre de l'Industrie exprimera son satisfecit quant à la mise en oeuvre des décisions de la dernière réunion tripartite ainsi que du Pacte national économique et social de croissance.

C. B.